

Interview de Jean Marie-Robine, co-responsable du groupe « Recherche » du Collège SHS

Pouvez-vous présenter votre parcours dans le domaine de la recherche sur le vieillissement ?

Je suis démographe de formation et j'ai été en partie formé à Sciences Po. Dans le cadre de mon DEA, j'ai été invité à travailler à l'Inserm dans le cadre d'un groupe de recherche qui étudiait l'état de santé des personnes âgées de plus de 65 ans en France et qui avait mis en place des cohortes au début des années 1980. On m'a vite proposé une bourse de recherche pour jeune chercheur, l'équivalent d'un post doc actuel. Ce fut ma toute première expérience professionnelle, sous la direction d'Alain Colvez, en tant que démographe dans une équipe d'épidémiologie qui avait mis en place quelques années auparavant des cohortes : une en Haute Normandie, une dans la région Ile de France et une dans la ville de Lille.

Ce groupe m'a permis d'une part de me former en épidémiologie, car les jeunes de cette unité enseignaient à Paris le soir au Certificat d'Etudes Statistiques Appliquées à la Médecine. Dans tout cela, je restais tout de même démographe.

Un jour, Alain Colvez est revenu des Etats-Unis avec la copie d'un « working paper » qui portait sur un calcul d'espérance de vie sans incapacités. Dans le calcul de l'espérance de vie qui est l'outil principal des démographes, étaient injectées des données épidémiologiques pour finalement décomposer l'espérance de vie en deux parties : une espérance de vie sans incapacités et une espérance de vie en incapacités. Il m'a demandé si je n'avais pas envie de faire du même genre, des calculs d'espérance de vie sans incapacités en France avec les données de nos études. Donc mes premiers travaux, sur la suggestion d'Alain Covez, ont été de calculer des espérances de vie sans incapacités en France.

Ma carrière est partie sous l'angle du vieillissement mais j'ai rebasculé sur la mise au point d'indicateurs démo-épidémiologiques. Mon côté Sciences Po m'a fait prendre conscience qu'il y avait là un indicateur majeur de l'état de santé des populations. Dans les années fin 1970 et 1980, il y avait beaucoup de propositions d'indicateurs sociaux, c'était à la mode de proposer des indicateurs très compliqués, des choses difficiles à comprendre et très compliquées à interpréter. Très peu d'indicateurs proposés ou aucun à cette époque n'a survécu, sauf un : **l'espérance de vie sans incapacités**, qui s'est généralisé pour donner des espérances de santé. Là-dessus j'ai eu un rôle fondamental et instrumental, j'ai tout de suite compris qu'il y avait un indicateur majeur et je m'y suis consacré. J'ai monté un réseau de recherche en 1989 qui regroupait les douze équipes de recherche dans le monde à l'époque qui travaillaient ou avaient travaillé sur cet indicateur et cela a donné naissance au réseau **REVES (Réseau Espérance de Vie en Santé)**, qui est un réseau francophone qui continue à regrouper aujourd'hui les équipes qui, à travers le monde, s'intéressent à l'espérance de vie sans incapacités. Cet indicateur est devenu l'indicateur majeur de l'Union Européenne pour surveiller l'évolution de l'état de santé des populations européennes et la qualité de leur vie. Cet indicateur est essentiel dans une population qui vit de plus en plus longtemps et qui vieillit parce qu'on peut apprécier la qualité des années vécues par cette population.

En quoi la recherche démographique et épidémiologique telle que vous la pratiquez

constitue-t-elle un révélateur de changement profond dans la population française?

Je dirais que je suis à la frontière de disciplines, la démographie et l'épidémiologie, qui débouchent sur la mise au point de l'analyse et de calcul d'indicateurs essentiels dans le cadre de l'étude des populations.

Ce qui nous a alors le plus surpris, contrairement à ce qu'on attendait, c'est l'augmentation de la longévité des personnes âgées. En fait, on pensait dans les années 1980 qu'on était au bout des possibilités humaines en termes de longévité. Mais l'espérance de vie totale, surtout aux âges élevés, que personne ne surveillait de près, flambait. On avait un allongement inattendu, imprévu de la longévité des adultes et des personnes âgées. Ce fait majeur a fait basculer ma carrière au milieu des années 1990. J'ai alors travaillé sur une question centrale: quelles sont les limites de la longévité humaine ? J'ai complètement réorienté mes travaux de recherche sur la question de la longévité humaine et ses limites. Cette fois-ci, mon sujet d'analyse est à la frontière entre la démographie et la biologie, ce qu'on appelle aujourd'hui la biodémographie. Je ne dirais pas que je travaille sur le vieillissement mais de fait, ce qui change le plus dans la distribution des durées de vie de la population humaine, c'est celles qui concernent les personnes âgées. **Aujourd'hui, les gens vont vivre à des âges où personne ne vivait autrefois**, ou alors de façon complètement marginale.

Dans tous mes travaux, il y a toujours des questions qui portent sur le vieillissement, les personnes âgées y occupent une place absolument centrale mais cela s'inscrit toujours dans le cadre de préoccupations plus larges, comme surveiller l'évolution de l'état de santé des population (le grand facteur qui change, ce sont les populations âgées) ou comprendre les limites de la longévité humaine (ce qui change est le fait de vivre à des âges beaucoup plus élevés qu'avant).

Quels sont pour vous les principaux enjeux de la recherche en matière de vieillissement, à la fois en France et au niveau international ?

Pour moi, les enjeux sont très clairs. L'ensemble de notre société est bâtie depuis le droit romain, en une société en trois groupes âges : beaucoup d'enfants, des adultes et quelques personnes âgées considérées âgées à partir de 60, 65 ans, mais qui ne sont pas nombreuses et qui vont mourir relativement vite. Quand je dis l'ensemble de la société, c'est à la fois le système d'éducation qui est conçu pour former des gens qui vont devoir gérer une période de leur vie de 15 à 55, 60 ans, pendant laquelle ils vont devoir travailler, donc l'éducation est centrée essentiellement autour de l'acquisition de connaissances qui permettent à un jeune adulte de travailler. Rien dans les systèmes d'éducation n'est prévu, ou pas grand-chose, pour renouveler les connaissances et permettre à la personne d'avoir une deuxième vie de travail autour de 60, 70 ans et surtout rien n'est prévu dans l'éducation sur la manière de gérer sa vie, sur ce qu'il faut avoir comme connaissances pour vivre au-delà de 70 ans. Cette tranche de vie est complètement ignorée de ce qu'on apprend et en même temps on n'y apprend pas. Il y a une concentration de l'éducation sur la jeunesse, un peu d'éducation continue surtout chez les plus jeunes travailleurs et plus rien du tout après.

Ensuite, avec le droit, l'héritage, on hérite de ses parents mais comme ils meurent de plus en plus tard, on est héritier lorsqu'on a soi-même dépassé l'âge de la retraite et acquis des biens. Donc actuellement, on a une confiscation d'une très grande partie de la richesse (que ce soient les terres, les maisons) par les individus qui vont garder à leur profit ces richesses

extrêmement longtemps et qui vont les donner tardivement dans leurs vies, à 90 ans, à des gens qui n'en ont pas besoin. Pourquoi y-a-t-il par exemple une pénurie de logement en France ? Car les possédants de logements les conservent, ce sont eux les propriétaires des maisons. Imaginez la relance économique du pays si les gens héritaient des moyens financiers pour faire les choses, ou des maisons pour vivre dedans, on aurait plus de crise du logement, on aurait une diminution des loyers, les jeunes auraient plus de moyens financiers, pourraient investir davantage...

Avant, les héritiers avaient 30 ans, mourraient à 50, 60 ans, ils héritaient de la richesse qui leur permettait de construire leurs vies, d'avoir des logements, du travail, le gardaient pendant une trentaine d'années et le redonnaient relativement vite. Il y a eu un tel allongement de cette durée de temps que cela devient une véritable privation pour les autres. C'est-à-dire que les jeunes, on est jeune jusqu'à 70 ans, attendent de ceux qui sont riches, qui sont les possédants de la richesse... La richesse dort dans les coffres forts. Notre société n'a été pensée que pour trois âges relativement serrés, avec un troisième âge qui était une vieillesse relativement courte. Aujourd'hui toutes les richesses sont mal distribuées, les études, le travail, les maisons. Il y a une inadaptation totale. On concentre le travail sur une toute petite tranche d'âge : les adultes doivent s'occuper des jeunes de plus en plus longtemps car les études sont de plus en plus longues. On rentre dans l'âge adulte plus tard, on a beaucoup de mal à entrer sur le marché du travail, on en sort plus tôt, et quand on est dans cette tranche là, on vous demande de tout faire : gérer votre famille, de travailler, de rester au travail, de prendre en charge les enfants de votre fille pour lui permettre de chercher du travail ou de travailler, de vos parents maintenant qui commencent à devenir très âgés et qui peuvent devenir dépendants. C'est la fameuse génération sandwich où tout se concentre. On demande aux gens de tout faire dans un temps qui se réduit donc toutes les activités, tous les rôles sociaux sont mal distribués.

Il faut tout redistribuer : permettre aux jeunes de commencer à travailler tout en continuant leurs études. Quand on est plus âgé, on devrait avoir moins de contraintes avec le travail car on doit s'occuper de ses petits-enfants, de ses vieux parents. Vers la cinquantaine, on pourrait être sur des temps beaucoup plus partiels. Mais pour bien équilibrer les retraites, il faudrait travailler plus longtemps, même si c'est des quarts de temps ou des tiers de temps, il faut le faire. Bien sûr, l'essentiel des études continueront à se passer dans la jeunesse, l'essentiel de la retraite continuera à se passer dans les populations âgées mais il faut vraiment complètement **remettre en cause l'organisation de la vie avec des âges couperet**. On doit commencer à faire des études, intégrer très vite et en parallèle le monde du travail, garder un accès aux études tout au long de la vie et pouvoir réduire à tout moment son activité et pouvoir entrer progressivement à la retraite, tout en gardant le plus longtemps possible et pour un temps partiel une activité professionnelle. Ce doit être des passages beaucoup plus graduels. Comme on vit de plus en plus longtemps, il ne faut pas que ce temps de vie de plus en plus long soit un temps où on ne fait rien, où on est juste des consommateurs, il faut que ce temps gagné se répartisse de manière intelligente entre un temps de loisirs, un temps d'étude et de formation et un temps où on travaille. Aujourd'hui, les équilibres sont rompus, on n'arrête pas de s'endetter, donc il faut retrouver des ratios équilibrés entre les différents temps de la vie. Chaque fois qu'on gagne une année de vie, pour simplifier, on pourrait dire quatre mois d'études de plus, quatre mois de travail de plus et quatre mois de retraite de plus. Mais il ne faut pas concentrer toutes ces études dans la jeunesse. C'est fondamental.

Vous pensez que la recherche sur le vieillissement devrait s'intéresser à tous les parcours de vie pour réorganiser les trois tranches d'âge de la société ?

Absolument. Et je crois que s'intéresser essentiellement aux personnes âgées, c'est le rôle des gériatres par exemple. On ne peut pas s'intéresser à une partie sans s'intéresser au tout. Tout est en relation, en équilibre. Et je n'arrive pas à distinguer la notion de vieillissement et d'allongement du temps de vie. D'ailleurs, la première cause historique du vieillissement de la population, c'est la diminution du nombre des enfants, donc la réduction de la fécondité chez les jeunes femmes. Mais c'est évident qu'il faut regarder l'ensemble, une population est un ensemble cohérent. **Et quand apparaît une nouvelle tranche d'âge comme les personnes très âgées d'aujourd'hui, il faut évidemment étudier ces populations nouvelles, mais ça veut dire étudier des parcours de vie.**

Au niveau du travail entrepris avec la SFGG, quelles sont selon vous les grandes priorités à développer dans les années à venir pour la recherche en SHS dans le domaine du vieillissement ?

Alors, c'est vraiment prématuré, je ne peux pas vous répondre. Vous en saurez davantage lors de la journée du 24 mars et dans le Livre Blanc.